

# Les Belges veulent se réappropriier l'Europe

Union européenne Dans les divers Parlements belges, se dessine un timide regain d'intérêt pour l'UE.

Lundi dernier, le Parlement bruxellois organisait un débat intitulé "Europe, je t'aime moi non plus", avec, en tête d'affiche, le ministre-Président wallon Paul Magnette et l'ex-Número Uno Guy Verhofstadt. Quelques jours plus tôt, Richard Miller, député fédéral du Mouvement réformateur (MR) et administrateur-délégué du Centre Jean Gol, annonçait le lancement de plusieurs projets de recherche pour définir l'avenir de l'UE autour de trois thèmes : actions concrètes, adhésion citoyenne, réformes politiques. Pendant ce temps, André Antoine (CDH), président du Parlement wallon, écrivait son "Essai pour une résilience européenne", élaborant, sur 200 pages, ses propositions pour faire avancer tous les chantiers de l'Union, de l'harmonisation fiscale à l'Europe de la défense, en passant par une meilleure politique agricole commune, une réforme du système d'asile ou une Union monétaire achevée.

## Les députés, absents du projet européen

C'est comme si une fièvre européenne était emparée, ces derniers temps, dans divers parlements belges, alors que nos députés – à l'instar de leurs homologues des autres Etats membres – ont pour habitude de bouder "la bulle de Bruxelles" pour se concentrer sur leur bulle à eux. Bien qu'ils siègent à quelques encablures seulement des institutions européennes, "la majorité des parlementaires n'ont jamais mis les pieds place du Luxembourg (où se trouve le Parlement européen, Ndlr). On est comme dans un village où chacun fait le trajet de sa maison communale à son Parlement régional. A l'époque de la présidence belge du Conseil, en 1999, lorsque je me présentais devant le Parlement pour expliquer les décisions prises au niveau européen, comme la libéralisation des services portuaires, tout le monde, à part peut-être un Anversois, disparaissait

*de la salle*”, se souvient la députée bruxelloise Ecolo Isabelle Durant, ministre de la Mobilité et des Transports entre 1999 et 2003. Bref, si les ministres belges – de Paul-Henri Spaak à Guy Verhofstadt, en passant par Léo Tindemans et Herman Van Rompuy – se sont illustrés dans la construction européenne, l’UE n’a jamais vraiment été la tasse de thé des députés.

### L'épisode du Ceta a redonné goût à l'Europe

Mais ça, c’était avant, paraît-il. Avant l’irruption inattendue du Parlement wallon sur la scène européenne pour mettre son grain de sel dans l’Accord économique et commercial global conclu entre l’Union et Ottawa (Ceta). Le Conseil européen a alors été suspendu aux lèvres des députés d’une région et de leur ministre-Président, Paul Magnette, qui ont réussi à obtenir, au moins symboliquement, gain de cause sur une partie de leurs revendications. *“Cela a été déterminant dans la réappropriation par les parlements de la politique commerciale et, au-delà, des matières européennes sur lesquelles ils ont leur mot à dire”*, note Christie Morreale, députée socialiste wallonne. Même constat pour André Antoine: *“Les travaux du Parlement de Wallonie sur ce traité nous ont fait apparaître comme des eurosceptiques, ce que nous ne sommes pas. La grande leçon du Ceta, c’est que même les petits pays doivent mettre le pied dans la porte, peut-être pour permettre à l’Union de s’ouvrir sur d’autres possibilités. Avant, on considérait qu’on devait obéir à l’Europe et que, dès lors, nous en étions les victimes. Rien n’est plus faux.”*

### Remplacer le “à cause” par “grâce” à l’Union

Comme le rappelle Isabelle Durant, nombreux sont en effet les parlementaires qui ont préféré plonger tête baissée dans la logique du “c’est la faute à Bruxelles”, plutôt que se retrousser les manches pour jouer un rôle dans la construction européenne. *“On est typiquement dans l’européanisation des échecs et la nationalisation des réussites”*, note la députée. *“Dans d’autres pays, comme en Roumanie, vous avez des grands panneaux disant ‘ceci a été réalisé par l’Europe’. En Belgique, on n’entend que ‘ceci est à cause de l’Europe’. Il faut remplacer le ‘à cause’ par ‘grâce’”*, souligne également André Antoine.

L’indifférence, voire le dédain, des députés à l’égard de l’Europe n’est donc pas pour rien dans le désenchantement des citoyens. Ainsi, l’un des groupes de travail mis en place par le Centre Jean Gol se penchera-t-il sur l’idée d’un manuel d’histoire commune des Etats membres. *“On peut mener toutes les politiques que l’on veut, si on n’arrive pas à développer le sentiment d’apparte-*

*nance à l'Europe, cela ne servira à rien", met en garde M. Miller.*

Côté wallon, l'on mise sur un rapprochement avec les électeurs, grâce à des technologies facilitant la participation populaire au processus décisionnel et à l'organisation de panels de citoyens. Une fois que les Wallons seront (plus ou moins) réconciliés avec leurs députés après le scandale Publifin, André Antoine promet même de lancer une *"grande campagne de sensibilisation à l'égard de l'Union"*, à partir de septembre. Juste à temps pour le Conseil européen de décembre 2017, où d'importantes décisions devraient être prises quant à l'avenir des Vingt-sept.

### **Des Parlements nationaux plus impliqués**

A l'heure où l'Union apparaît comme une entité désincarnée, l'idée qu'une Europe plus démocratique passe par une plus grande implication des parlements nationaux commence à faire son nid. A tel point que certains députés exigent même des nouveaux moyens pour peser sur les décisions européennes. *"Renforcer la zone euro peut être le départ d'une Europe à plusieurs vitesses. D'accord, mais peut-être faudrait-il un Parlement de la zone euro qui soit aussi composé de parlementaires nationaux"*, imagine par exemple M. Miller. En plus des "cartons jaunes" à travers lesquels un certain nombre de parlements nationaux peuvent exiger le réexamen d'une législation européenne, André Antoine propose, lui, la mise en place de "cartons verts" qui leur permettraient de lancer des initiatives et de "cartons rouges" pour obliger la Commission à retirer sa proposition. Un processus qui risque néanmoins de paralyser encore plus une Union déjà bloquée par l'exigence de l'unanimité.

Reste qu'avant même d'inventer de nouveaux mécanismes de participation à l'UE, les députés devront dépoussiérer ceux qui existent déjà. Et parvenir à se doter eux-mêmes d'une identité européenne. *"Lors de notre débat de lundi, il y avait six parlementaires sur 89"*, note ainsi Isabelle Durant. De quoi comprendre que, loin d'être l'adage de tous nos députés, ce frémissement belge autour du projet européen n'émane encore que de quelques personnalités politiques.

**Maria Udrescu**